



CANADA

**C
o
m
m
u
n
i
q
u
é**

No. 65

POUR DIFFUSION IMMEDIATE
LE 14 SEPTEMBRE 1971

COMMUNIQUE CONJOINT DE LA SIXIEME REUNION
DU COMITE MINISTERIEL CANADO-JAPONAIS

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

La sixième réunion du Comité ministériel canado-japonais a eu lieu à Toronto, Canada, les 13 et 14 septembre 1971.

Le Canada était représenté par le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, le ministre des Finances, M. Edgar J. Benson, le ministre de l'industrie et du Commerce, M. Jean-Luc Pepin, le ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources, M. J.J. Greene, le ministre de l'Agriculture, M. H.A. (Bud) Olson, le ministre de la Consommation et des Corporations, M. Ron Basford, et l'ambassadeur du Canada au Japon, M. Herbert O. Moran. Le Japon était représenté par le ministre des Affaires étrangères, M. Takeo Fukuda, le ministre des Finances, M. Mikio Mizuta, le ministre de l'Agriculture et des Forêts, M. Munenori Akagi, le ministre du Commerce international et de l'Industrie, M. Kakuei Tanaka, le ministre d'Etat et directeur général de la Planification économique, M. Toshio Kimura, et l'ambassadeur du Japon au Canada, M. Shinichi Kondo.

Les ministres ont examiné la situation internationale en général, et la situation qui règne en Asie et dans la zone du Pacifique en particulier. Ils ont également discuté des politiques respectives des deux pays envers la Chine et sont convenus de continuer à se consulter mutuellement à l'avenir. Reconnaissant l'importance de la paix et de la prospérité de l'Asie pour la paix et la prospérité du monde entier, ils sont convenus que les pays nantis doivent compléter les efforts que déploient isolément et collectivement les pays en voie de développement de l'Asie pour améliorer leur bien-être. Les ministres sont convenus à cet égard de maintenir des consultations étroites entre les deux gouvernements.

Les ministres japonais et canadiens ont discuté de la situation économique de leurs pays respectifs. Divers aspects de la nouvelle politique économique annoncée récemment par les Etats-Unis ont fait l'objet de longues discussions, et particulièrement les répercussions sur la conjoncture économique mondiale, et celle des deux pays en particulier de la suspension de la convertibilité-or du dollar américain et de l'imposition d'une surtaxe sur les importations. Le Comité est convenu que la stabilité et l'expansion de l'économie des Etats-Unis sont essentielles à la stabilité et à l'expansion économique internationales. Le Comité a pris note de la menace que constitue la surtaxe pour les structures commerciales multilatérales et des répercussions nuisibles de cette surtaxe sur les exportations des deux pays. Le Comité a insisté sur la nécessité de la supprimer le plus tôt possible. Les ministres ont également exprimé de graves appréhensions à l'égard des conséquences perturbantes que laissent entrevoir la création éventuelle d'une Société américaine de ventes internationales (DISC) et les propositions de dégrèvements fiscaux sur les investissements, qu'ils interprètent comme une forme de discrimination envers les fournisseurs étrangers.

Le Comité a examiné la situation monétaire internationale. Les ministres japonais ont expliqué que le gouvernement japonais a récemment adopté un taux d'échange flottant. Les ministres canadiens ont fait remarquer que le Canada avait déjà institué un taux d'échange flottant et que la valeur du dollar canadien s'était considérablement accrue. Le Comité est convenu que, comme la stabilité et la viabilité de la situation monétaire sont des conditions essentielles à l'expansion soutenue du commerce mondial, les deux pays doivent continuer de se consulter étroitement et, au sein d'une structure multilatérale, de coopérer pleinement aux efforts internationaux visant à résoudre la situation actuelle le plus tôt possible.

Le Comité a noté avec satisfaction que les deux pays ont appliqué les réductions tarifaires du Kennedy Round avant les délais fixés. Le Comité a mentionné l'importance de renforcer le système multilatéral du commerce mondial. Les ministres ont fait valoir que l'objectif qu'il faudrait se fixer serait d'entreprendre de nouvelles négociations sur la libéralisation des échanges dès que ce sera possible et que les principaux pays commerciaux doivent travailler ensemble à cette fin au sein du GATT et de l'OCDE. Les ministres sont convenus à cet égard qu'il importe particulièrement à l'heure actuelle de ne pas laisser effacer l'impulsion donnée par le Kennedy Round.

Les ministres ont discuté de l'expansion de leurs programmes respectifs d'aide au développement. Le Comité a noté que les deux pays améliorent et accroissent continuellement leurs programmes d'aide. Il a été convenu que les deux pays doivent coordonner leurs programmes d'aide respectifs dans la mesure du possible.

Les échanges commerciaux entre le Japon et le Canada ont poursuivi leur essor pour atteindre, de part et d'autre, le chiffre total de 1.38 milliards de dollars canadiens, et tout permet d'espérer une expansion suivie de ce commerce. Les ministres canadiens ont souligné la nécessité de diversifier davantage les exportations canadiennes vers le Japon, et d'accroître, en particulier, les exportations de produits transformés et d'articles fabriqués tout en continuant de développer les exportations traditionnelles canadiennes de denrées alimentaires et de matières brutes. Les ministres japonais ont fait observer qu'à la suite d'une libéralisation progressive des importations, le nombre des articles qui demeurent assujettis à des quotas serait réduit de 60 à 40 à la fin de ce mois-ci et qu'on étudie présentement la possibilité de libéraliser encore un certain nombre d'articles au cours des six premiers mois de 1972. Les ministres canadiens ont fait bon accueil à de telles possibilités et ont encouragé le Japon à poursuivre la libéralisation des restrictions à l'importation et des autres barrières commerciales

qui demeurent, en particulier là où elles visent les exportations canadiennes. Le Comité a exprimé sa satisfaction de l'entente réalisée au cours des récentes discussions bilatérales annuelles sur les restrictions dont l'exportation de certains produits japonais vers le Canada était frappée. Les ministres canadiens ont souligné l'importance d'une collaboration suivie de la part du Japon en vue de la commercialisation ordonnée des exportations japonaises vers le Canada et afin d'éviter toute diversion des produits commerciaux destinés à d'autres marchés. De leur côté, les ministres japonais ont fait remarquer que les restrictions des exportations ne doivent être, de toute façon, que des mesures temporaires qu'il faudrait supprimer le plus tôt possible. Le Comité est convenu que des mesures anti-dumping doivent être prises conformément au Code international de l'anti-dumping.

Une mission économique japonaise dirigée par M. Chujiro Fujino a visité le Canada en juin de cette année. Une mission commerciale canadienne de haut échelon visitera le Japon au début de l'an prochain.

Les ministres ont exploré les intérêts communs des deux pays dans le domaine agricole et notamment les possibilités d'une nouvelle expansion des échanges de produits agricoles, y compris la graine de colza et d'autres produits d'intérêt pour le Canada. Ils ont également discuté de la possibilité d'arrangements d'approvisionnement à plus long terme. Ils se sont réjouis de l'essor de la coopération technique dans ce domaine et sont convenus qu'il serait souhaitable que les responsables canadiens et japonais des règlements en matière de protection contre les insectes et les maladies et en matière de santé visant les produits agricoles se réunissent périodiquement pour discuter des problèmes qu'entraînent les règlements de chaque pays.

Le Comité est convenu que l'échange de renseignements sur les politiques à l'égard des investissements étrangers serait précieux. Il a accueilli avec joie la hausse que marquent les investissements de capitaux de part et d'autre du Pacifique et les ministres canadiens ont pris note des récents progrès japonais en ce qui concerne la libéralisation du mouvement des investissements vers le Japon. Les ministres canadiens ont mentionné que les investissements étrangers au Canada font présentement l'objet d'une étude de politique.

Les ministres japonais seront heureux d'accueillir une délégation canadienne au Japon cet automne pour discuter des moyens d'intensifier la coopération scientifique et technologique entre les deux pays. Les membres du Comité ont échangé des renseignements sur des questions relatives à l'environnement et sont convenus de rester en contact en vue de la prochaine conférence de Stockholm.

Le Comité a décidé de créer un Sous-comité chargé d'étudier les questions des ressources et de l'énergie. Il sera composé de hauts fonctionnaires dont la tâche sera de faire l'examen permanent des progrès accomplis dans ces domaines. Le Comité a pris note de l'importance accrue des questions relatives aux ressources et à l'énergie dans les relations économiques entre les deux pays. Cette importance s'est reflétée par la visite, en décembre 1970, d'une délégation canadienne intéressée aux mines et dirigée par M. J.J. Greene, ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources. Les entretiens de la délégation ont porté sur le commerce du cuivre, du charbon, du fer, de l'uranium et d'autres produits minéraux de base et sur la possibilité de commencer le traitement de ces minéraux au Canada avant de les offrir sur le marché international.

Le Comité souhaite la multiplication des contacts entre les peuples japonais et canadien dans divers domaines. Le succès des expositions internationales de 1967 et de 1970 a déjà beaucoup fait en ce sens. Le Comité a d'ailleurs souligné que la visite au Japon de l'honorable Pierre Elliot Trudeau, premier ministre du Canada, à l'occasion de l'exposition internationale de 1970, a mis en lumière les relations étroites qui existent entre le Canada et le Japon depuis quelques années.

Les ministres s'accordent à dire que la sixième réunion du Comité aura permis d'échanger des points de vue sur plusieurs questions d'intérêt commun et contribué ainsi à l'entente et à l'amitié entre le Japon et le Canada.

Le Comité a accepté l'invitation du gouvernement japonais de tenir sa prochaine réunion au Japon.